

Des repères pour décider.
Des mesures pour agir.
Un cadre pour gouverner.



Une feuille de route opérationnelle



Des gains chiffrés et documentés



Un calendrier de mise en œuvre



Des arbitrages assumés



Une méthode de pilotage



Des indicateurs de suivi



Une réforme de l'État structurée, chiffrée et vérifiable.

« Des faits pour décider, une méthode pour agir. »

155 mesures opérationnelles pour rétablir durablement les finances publiques, simplifier l'action de l'État et restaurer les marges de décision.

**155**

MESURES
vérifiables

**12**

CATÉGORIES
thématiques

**7**

DOSSIERS
prioritaires

**~ 2 500**

PAGES
de documentation

**1 153**

ORGANISMES
publics nationaux

DETTE PUBLIQUE NOMINALE

Un ordre de grandeur qui a changé d'échelle

En milliards d'euros

**117,5 %**

DU PIB

Dettes publiques
(T1 2026, Insee)

**5,1 %**

DU PIB

Déficit public 2025
(Insee)

**58,0 Md€**

CHARGE D'INTÉRÊTS
2026
(budget de l'État)

**46 millions**

D'HABITANTS

Au service d'un État
plus simple et plus efficace



Le problème est systémique.

L'enjeu n'est pas seulement de réduire un poste de dépense, mais de restaurer des marges de décision sans dégrader les missions essentielles.

UNE CHAÎNE SYSTÉMIQUE



Dépense
Maîtriser



Déficit
Réduire



Dettes
Stabiliser



Intérêts
Contenir



Marges de décision
Restaurer



DIAGNOSTIQUER

Établir les faits, dater les données et documenter les périmètres.



SIMPLIFIER

Réduire la complexité sans déplacer les coûts ni fragiliser les missions.



AGIR

Transformer les mesures en actes, calendriers, KPI et audits publics.

ÉTAT DES LIEUX — LE DIAGNOSTIC

Une situation devenue structurelle, documentée et mesurable.
Des faits pour décider, une méthode pour agir.

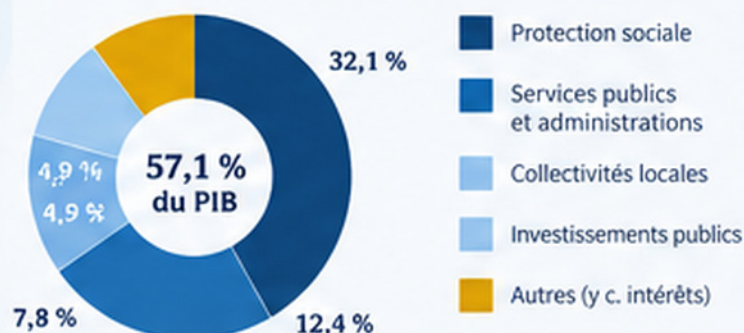
Les déséquilibres en un coup d'œil

	117,5 %	Dette publique / PIB (T1 2026, Insee)
	5,1 %	Déficit public 2025 (Insee)
	58,0 Md€	Charge d'intérêts 2026 (budget de l'État)
	1 153	Organismes publics nationaux (rapport Sénat n° 807)
	46 millions	Volume du droit (fin 2024)
	12 %	Taux de chômage (T1 2026, Insee)

Des tendances lourdes

- Dépense publique élevée et rigide
- Complexité administrative et empilement d'organismes
- Effectifs en hausse malgré la numérisation
- Cadre normatif instable et souvent redondant
- Marge de manœuvre budgétaire réduite par la charge d'intérêts

Répartition de la dépense publique (en % du PIB, 2025)



Source : Insee, comptes des administrations publiques 2025

« Des faits
pour décider,
une méthode
pour agir. »



CE QUE CELA SIGNIFIE



Moins de marges de manœuvre

Chaque point de déficit réduit la capacité d'action.



Un effet cumulatif

La charge d'intérêts absorbe une part croissante du budget.



Un besoin de priorisation

Des choix clairs pour protéger les missions essentielles.



Une fenêtre d'action

Des réformes structurelles pour éviter une dégradation durable.

ARCHITECTURE DU PLAN — 155 MESURES, 12 CATÉGORIES

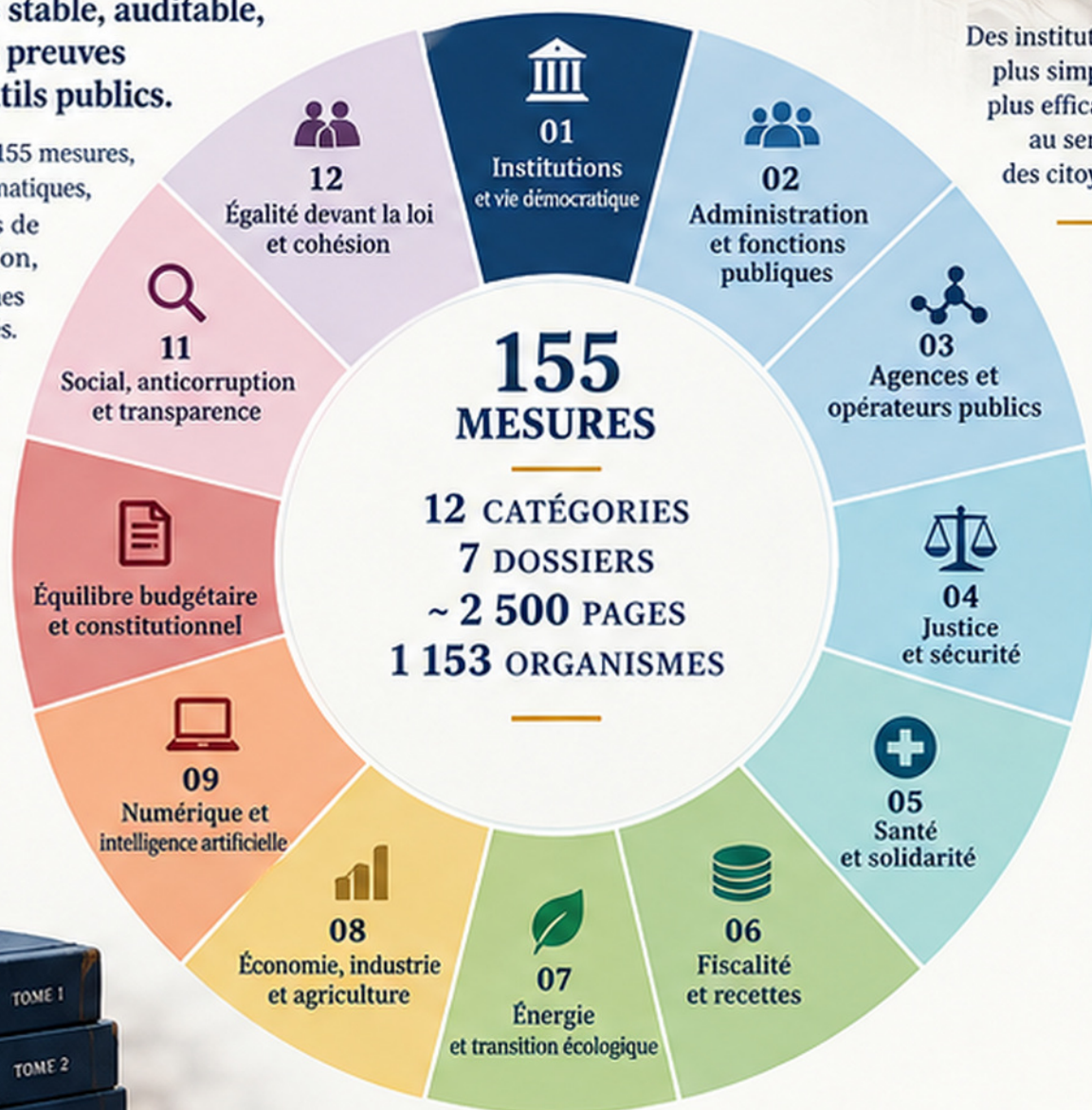
UNE VISION D'ENSEMBLE POUR UNE ACTION COHÉRENTE

Un corpus stable, auditable,
relié à des preuves
et à des outils publics.

12 catégories, 155 mesures,
7 dossiers thématiques,
~ 2 500 pages de
documentation,
1 153 organismes
publics analysés.

Une approche
globale,
docbalt,
documentée.

Des institutions
plus simples,
plus efficaces,
au service
des citoyens.



155

mesures
vérifiables



7

dossiers
prioritaires



~ 2 500

pages
de documentation



1 153

organismes
publics analysés

“Comprendre la réalité pour rendre possible le changement.”

PREUVE, MATURITÉ & GRAND LIVRE

Montrer ce qui est fermé... et ce qui ne l'est pas encore.

Le Plan suit 155 mesures à des niveaux de maturité différents. Toutes ne génèrent pas des économies immédiates, mais chacune fait l'objet d'un statut clair, d'une méthode de calcul documentée et d'une traçabilité publique. Cette approche évite les annonces hasardeuses et permet un pilotage sérieux, dans la durée.

DES DONNÉES
VÉRIFIABLES
DES PROGRÈS
MESURABLES
UNE CONFIANCE
RETROUVÉE



ENTONNOIR DE MATURITÉ DES 155 MESURES



DU DIAGNOSTIC
À L'ACTION :
UNE TRAJECTOIRE
CLAIRE

TROIS NIVEAUX DE LECTURE

- Potentiel économique**
Gisement théorique, sans préjuger du coût de mise en œuvre.
- Effet budgétaire**
Impact net estimé, après coûts de transition, sur les finances publiques.
- Socle prudent**
Hypothèse basse, robuste et défendable.

CHAÎNE DE VÉRIFICATION



STATUTS DE PREUVE

- | | | |
|---|--|--|
| A Source officielle directe
Donnée publiée par une institution (agence, ministère, Cour des comptes...). | B Calcul reproductible
Méthode documentée, vérifiable par un tiers. | C Ordre de grandeur à expertiser
Estimation basée sur des hypothèses à affiner ou des données partielles. |
|---|--|--|

“ Une réforme sérieuse publie aussi ses incertitudes. ”

PLAN DE RUPTURE

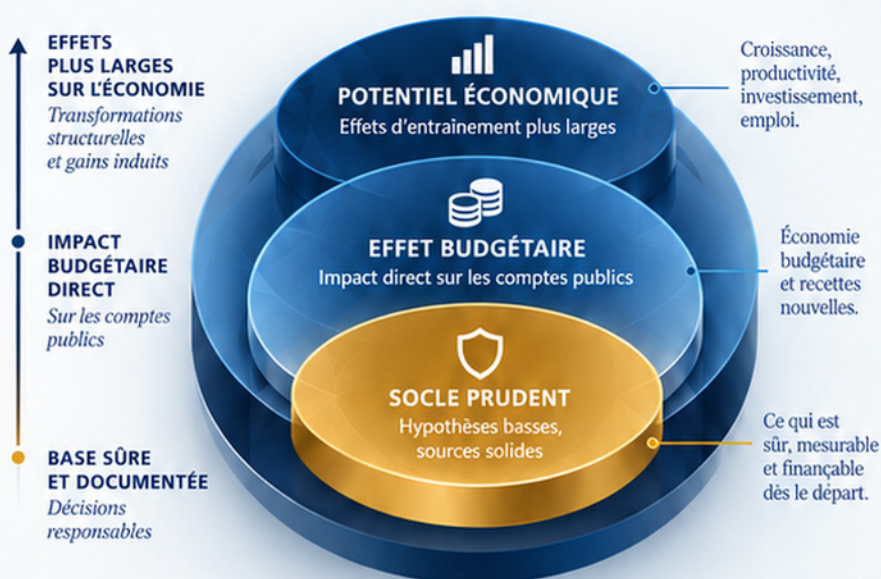
MODE D'EMPLOI —
MÉTHODE & EXÉCUTION

Le Plan distingue la prudence, l'effet budgétaire et le potentiel économique, et organise leur mise en œuvre dans le temps, par étapes et avec des preuves.

“Des méthodes sérieuses pour des résultats durables.”

TROIS NIVEAUX QUI NE S'ADDITIONNENT PAS

Des périmètres complémentaires, aux finalités différentes, pour éclairer la décision sans surévaluer les gains.



DES REPÈRES COMMUNS POUR UNE LECTURE CLAIRE



Nature de l'effet

EB économie budgétaire • RN recette nouvelle • GE gain d'entreprise publique • GM gain ménages/entreprises • GP productivité • IN investissement.



Niveau de preuve

A source officielle directe • B calcul du Plan reproductible • C ordre de grandeur à expertiser.



Anti-double-compte

Une même économie ne peut pas être comptée deux fois entre dossiers, catégories ou dispositifs. Les coûts de transition sont séparés.

UN CALENDRIER D'EXÉCUTION EN TROIS TEMPS

PASSER DU DIAGNOSTIC AUX RÉSULTATS



100 jours

Installer la capacité d'action

Loi-cadre, gouvernance, inventaires, pilotes, méthode commune.



2 ans

Transformer les structures

Fusions, réintégrations, mobilité, déploiements et premier bilan public.



5 ans

Mesurer le régime de croisière

Effets nets, qualité, délais, recours, audit et bilan de mandat.

UNE CHAÎNE D'EXÉCUTION RIGOUREUSE

DE LA DONNÉE AU RÉSULTAT



Baseline

Mesurer la situation initiale et fiabiliser les données.



Acte

Décider et cadrer (juridique, budgétaire, organisationnel).



Déploiement

Mettre en œuvre, accompagner, lever les blocages.



KPI

Suivre les indicateurs, piloter par les résultats.



Audit

Évaluer, publier, ajuster si nécessaire.

“

Une méthode claire, des preuves solides, un calendrier réaliste : c'est la condition d'une action publique crédible et efficace.

“De la méthode naît la confiance, de l'exécution naissent les résultats.”

VOLUMES 01-02 • LE CHANTIER INSTITUTIONNEL

RÉDUIRE LES STRATES SANS RÉDUIRE LE CONTRÔLE

Des institutions plus simples, plus lisibles,
plus efficaces, au service de l'action publique.

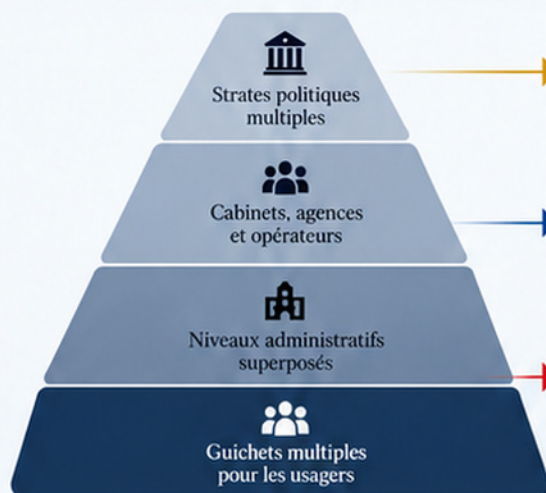
Les volumes institutionnels combinent réduction du nombre de strates politiques, rationalisation des cabinets, transparence et réorganisation des échelons administratifs. Ils traitent explicitement la transition des agents, la continuité des missions et le véhicule juridique, afin de simplifier l'État sans affaiblir le contrôle démocratique.

“Des institutions plus simples pour une action plus proche et plus juste.”

D'UNE ARCHITECTURE COMPLEXE...

... À UN ÉTAT PLUS LISIBLE

LE CHANTIER EN CHIFFRES



NOS AXES DE RÉFORME

DES MESURES CONCRÈTES, DES EFFETS DURABLES

CONDITIONS DE RÉUSSITE

1 RÉDUIRE LES STRATES POLITIQUES

- Scénarios de réduction du nombre de structures et rationalisation des périmètres.
- Encadrement et transparence du fonctionnement des cabinets.
- Une représentation plus lisible et plus responsable, sans perte de contrôle démocratique.

2 RÉORGANISER L'ADMINISTRATION

- Clarification des échelons et des compétences entre l'État et les collectivités.
- Regroupement et mutualisation des agences et opérateurs.
- Simplification des guichets, digitalisation utile, maintien d'un accès physique.

3 NETTOYER LE NORMATIF ET SIMPLIFIER L'EXÉCUTION

- Revue systématique des normes et suppression de celles qui n'apportent pas de valeur ajoutée.
- Procédures simplifiées et délais réduits pour les décisions et les autorisations.
- Des règles plus claires, stables et compréhensibles, pour libérer l'action sur le terrain.

-
- Continuité des missions**
Aucun service essentiel ne doit être fragilisé.
-
- Transition des agents**
Accompagnement, formation et parcours de mobilité.
-
- Véhicule juridique**
Des textes clairs et sécurisés pour mettre en œuvre.
-
- Pilotage public**
Un suivi interministériel et parlementaire exigeant.
-
- Indicateurs de qualité de service**
Délai, taux de recours, accès, qualité de réponse, charge transférée aux collectivités.

“

GARDE-FOUS

Délai de traitement, taux de recours, accès physique, qualité de réponse et charge transférée aux collectivités doivent être mesurés en même temps que le coût.



DIAGNOSTIQUER
DES FAITS ÉTABLIS



SIMPLIFIER
DES SOLUTIONS CRÉDIBLES



AGIR
UNE MISE EN ŒUVRE RIGOUREUSE

AGENCES & OPÉRATEURS

1 153 organismes : trier, documenter, décider.

Un périmètre clarifié pour reprendre la main sur un paysage institutionnel complexe, réduire les coûts, supprimer les doublons et renforcer l'efficacité de l'action publique.



1 153

ORGANISMES PUBLICS NATIONAUX

Périmètre de référence issu
du rapport Sénat n° 807
(juillet 2025)



+ 85 Md€

de dépenses cumulées
(hors masse salariale État)



≈ 420 000

emplois publics
(équivalents temps plein)



Des missions très hétérogènes

de l'expertise technique
à l'opérationnel de terrain

*“Des
institutions utiles,
plus simples,
plus lisibles,
plus efficaces.”*

UNE MÉTHODE CLAIRE ET TRANSPARENTE

Quatre décisions possibles pour chaque organisme, sur la base de critères objectifs.



GARDER

Organismes utiles, à forte valeur ajoutée, missions régaliennes ou expertise critique.



FUSIONNER

Structures aux missions proches ou complémentaires pour gagner en efficacité.



RÉINTÉGRER

Missions pouvant être reprises par l'administration centrale ou des services déconcentrés.



SUPPRIMER

Organismes sans utilité avérée, redondants ou dont la mission est obsolète.

4

LEVIERS POUR UN ÉTAT PLUS EFFICACE

DES PRINCIPES NON NÉGOCIABLES



MISSIONS À PRÉSERVER

Les missions essentielles
sont maintenues et renforcées.



COÛTS À DOCUMENTER

Une information financière
complète et standardisée.



DOUBLONS À SUPPRIMER

Éliminer les chevauchements
et les dispositifs redondants.



CONTRÔLE PUBLIC RENFORCÉ

Un suivi dans la durée,
avec des indicateurs publics.

“ Moins de structures, plus d'impact : au service des citoyens. ”

JUSTICE & SANTÉ

Remettre les moyens sur le service rendu.

Deux piliers de la cohésion nationale. Des réformes ciblées pour des services plus accessibles, plus efficaces et plus justes, sans augmenter durablement la dépense publique.



JUSTICE

Une justice plus rapide et plus lisible.

- 1 Réduire les délais**
Simplifier les procédures et mieux cibler les moyens sur les contentieux prioritaires.
- 2 Renforcer les moyens de terrain**
Magistrats, greffes et outils numériques.
- 3 Réorganiser les fonctions support**
Moins d'administratif, plus de temps pour juger.
- 4 Améliorer la qualité de service**
Pour les justiciables, les victimes et les professionnels.
- 5 Rendre les indicateurs publics**
Délais, stocks, performance des juridictions.

Une justice plus efficace renforce la confiance dans la démocratie et la protection des droits.



SANTÉ

Des soins accessibles et de qualité.

- 1 Garantir l'accès aux soins**
Des solutions concrètes contre les déserts médicaux et pour réduire les délais.
- 2 Renforcer les moyens de terrain**
Soignants, établissements et médecine de proximité.
- 3 Simplifier l'organisation**
Moins de lourdeurs administratives, plus de temps pour les patients.
- 4 Améliorer la qualité des parcours**
Prévention, suivi et coordination ville-hôpital.
- 5 Publier des indicateurs clairs**
Délais d'accès, qualité des soins, satisfaction usagers.

Une santé plus accessible et plus efficace, c'est une société plus juste et plus résiliente.



Mesurer le service rendu, pas seulement la dépense.

Des indicateurs publics, comparables et vérifiables pour suivre les progrès dans la durée.

DES CITOYENS
MIEUX SERVIS
UNE FRANCE
PLUS FORTE

FISCALITÉ & ÉNERGIE

Pouvoir d'achat, souveraineté et comptes publics : ne pas tout mélanger.

L'énergie est un bien stratégique. La fiscalité doit protéger les ménages et la compétitivité de l'économie, tout en assurant des finances publiques soutenables. Le Plan de Rupture propose des mesures ciblées, lisibles et finançables, en distinguant clairement ce qui relève du pouvoir d'achat, des recettes fiscales et de l'impact budgétaire net.



Mobilité
des ménages



Compétitivité
des entreprises



Souveraineté
énergétique



Finances
publiques durables

ÉNERGIE POUR UNE FRANCE QUI AVANCE

INDÉPENDANCE
COMPÉTITIVITÉ
POUVOIR D'ACHAT

7.07
MESURE

**Bouclier permanent sur les carburants :
gazole plafonné à 1,50 €/L**

Objectif : protéger le pouvoir d'achat des ménages, la compétitivité des entreprises et la continuité des territoires.



coût variable
à recalculer
annuellement



POUVOIR D'ACHAT
Effet direct et visible

+360 € / an

pour un ménage moyen
(12 000 km/an, véhicule diesel)

- Moins de pression sur les budgets
- Soutien aux déplacements domicile-travail
- Effet positif en zones rurales et périurbaines



RECETTE FISCALE
Moins de recettes de TICPE

- 5,7 Md€

estimation annuelle
(selon volumes et prix)

- Baisse des recettes de TICPE
- Effet partiellement compensé par la TVA et la croissance
- Paramètres à actualiser chaque année



EFFET BUDGÉTAIRE
Coût net à piloter

Variable

selon prix, volumes
et effets de comportement

- Coût brut : manque à gagner de TICPE
- Coûts évités : soutien à l'activité et à l'emploi, moindres aides sociales
- Solde à recalculer annuellement



Un gain pour le ménage n'est pas automatiquement une économie budgétaire.

Toute mesure de soutien au pouvoir d'achat doit être analysée dans sa globalité : recettes fiscales, effets sur l'activité économique, emploi, TVA et dépenses sociales.

ÉCONOMIE, INDUSTRIE & INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Produire davantage, sécuriser les dépendances, automatiser sous contrôle humain.

La compétitivité, la réindustrialisation et la maîtrise des technologies clés sont les conditions de notre souveraineté économique. Le Plan de Rupture propose une stratégie cohérente : soutenir la production, cibler les aides, construire une infrastructure numérique souveraine et garantir un contrôle humain sur les décisions sensibles.



Réindustrialisation



Productivité



Souveraineté numérique



Emploi et compétences



PRODUIRE
EN FRANCE



SÉCURISER
NOS APPROVISIONNEMENTS



MAÎTRISER
L'IA DE DEMAIN

Une économie plus forte, une industrie plus souveraine, une intelligence artificielle au service de l'intérêt général.

01

CONDITIONNER
LES AIDES PUBLIQUES



Des aides ciblées, transparentes et réversibles.

- Critères clairs et mesurables
- Engagements sur l'emploi et la production en France
- Évaluations régulières
- Récupération des aides en cas de non-respect

Efficacité • Équité • Contrôle

02

SOUTENIR
LA PRODUCTION



Investir dans les filières stratégiques.

- Industrie, énergie, santé, agroalimentaire, numérique
- Simplification des procédures
- Accès au financement
- Commande publique comme levier de relocalisation

Compétitivité • Emploi • Souveraineté

03

ARCHITECTURE
SOVERAINE EN 5 ÉTAGES



Une infrastructure IA maîtrisée et sécurisée.

1. Infrastructures physiques
2. Données souveraines
3. Modèles et outils ouverts
4. Applications métiers
5. Gouvernance et éthique

Sécurité • Indépendance • Innovation

04

DÉCISION DÉFAVORABLE
VALIDÉE PAR UN HUMAIN



Garder l'humain au cœur des choix sensibles.

- Pas de décision automatique défavorable
- Transparence des critères
- Droit d'explication
- Traçabilité des décisions
- Recours possible

Confiance • Responsabilité • Éthique

“ L'intelligence artificielle doit augmenter les capacités humaines, pas s'y substituer. La performance économique ne vaut que si elle renforce notre autonomie et notre cohésion sociale. ”

BUDGET, SOCIAL & ÉGALITÉ

Rendre les règles lisibles, soutenables et contrôlables.

La discipline budgétaire, l'intégrité de la protection sociale et l'égalité devant la loi sont indissociables. Traitées ensemble, elles renforcent la justice, améliorent l'efficacité de l'action publique et restaurent la confiance. Le Plan ne promet pas de gains inventés : il documente, chiffre lorsqu'il est possible de le faire, et distingue ce qui est acquis, ce qui doit être expérimental et ce qui reste à expertiser.



ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

- Règles claires et stables
- 0 € de gain sans preuve
- Suivi pluriannuel
- Transparence des coûts



FRAUDE SOCIALE & IDENTITÉ SÉCURISÉE

- Meilleure détection des indus
- Identité sociale fiabilisée
- Croisement des données
- Aucune double comptabilisation



ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

- Mêmes règles pour tous
- Lutte contre les rentes
- Application effective des sanctions
- Crédibilité de l'action publique



PROTECTION DES PLUS FRAGILES

- Ciblage plus juste
- Accompagnement plutôt qu'exclusion
- Simplification des démarches
- Mesure de l'impact social

MESURE
11.05
Catégorie 11

Fraude aux prestations sociales : mieux détecter, sécuriser l'identité sociale et ne pas compter deux fois les récupérations.

Renforcer la détection des indus, fiabiliser l'identité sociale, croiser les bases de données et garantir qu'une même récupération ne soit jamais comptée deux fois entre dispositifs.



Cadre de vérification
PISC
Portail d'Information
et de Suivi Citoyen



PRINCIPE DE PRUDENCE

0 € de gain net fermé avant expérimentation

Toute mesure est considérée comme non chiffrée tant qu'elle n'a pas été testée, documentée et validée selon le cadre PISC.

“

La rigueur n'est crédible que si elle protège les droits, évite le double compte et publie les preuves.

DE LA PROPOSITION À L'EXÉCUTION

UNE TRAJECTOIRE CLAIRE, DES ÉTAPES CONCRÈTES, DES RÉSULTATS MESURABLES

Des mesures réalistes, séquencées et pilotées.

Le Plan de Rupture transforme des propositions documentées en résultats concrets, avec un calendrier clair, des indicateurs et des audits publics.

100 JOURS

LANCER

- Décisions prioritaires
- Textes initiaux
- Gouvernance de pilotage
- Premiers résultats visibles



2 ANS

TRANSFORMER

- Réformes structurelles
- Fusions et simplifications
- Montée en puissance
- Gains mesurables



5 ANS

ANCRER

- Effets systémiques
- Soutenabilité budgétaire
- Qualité de service renforcée
- Évaluation indépendante



LA CHAÎNE D'EXÉCUTION

Du diagnostic à l'impact, une méthode rigoureuse et transparente.

1 BASELINE



État des lieux chiffré et documenté. Périmètres et références publiés.

2 ACTE



Décisions, textes, calendrier et responsabilités clarifiés.

3 DÉPLOIEMENT



Mise en œuvre opérationnelle. Accompagnement et suivi.

4 KPI



Indicateurs publics et résultats mesurés. Tableaux de bord accessibles.

5 AUDIT



Contrôle indépendant. Vérification des gains. Publication des écarts et ajustements.

QUATRE GARANTIES POUR UNE RÉFORME SOUTENABLE



CONTINUITÉ DES MISSIONS

Aucun service essentiel ne doit être dégradé. La qualité de service reste la référence.



TRANSITION DES AGENTS

Des parcours clairs, une mobilité accompagnée, des compétences valorisées.



CONTRÔLE HUMAIN

L'IA et le numérique soutiennent la décision. Le contrôle et la responsabilité restent humains.



AUDIT PUBLIC

Des données ouvertes, des méthodes traçables, des résultats vérifiables par tous.

“Des réformes utiles, exécutées avec méthode, évaluées en toute transparence.”

COMPENDIUM GRAND PUBLIC

ACCÈS DIRECT
AUX OUTILS PUBLICS

Le Plan, les compendiums, les dossiers de preuve et le portail sont conçus pour fonctionner ensemble, au service d'un même objectif : une information fiable, accessible et vérifiable par tous.

*“Des faits
pour décider,
une méthode
pour agir.”*

LES OUTILS PUBLICS

DES DONNÉES OUVERTES POUR UNE CONFIANCE RENFORCÉE

**Portail France**

Le point d'entrée unique vers l'ensemble des ressources et outils publics.

<https://www.delta-sierra.com/france/>
**Feuille de route 155**

Le détail des 155 mesures et leur exécution.

<https://www.delta-sierra.com/france/feuille-route-execution-155-mesures.html>
**Registre KPI**

Les indicateurs de pilotage et de suivi des 155 mesures.

<https://www.delta-sierra.com/france/registre-indicateurs-pilotage-155-mesures.html>
**Maturité**

L'évaluation de la maturité documentaire et financière des réformes.

<https://www.delta-sierra.com/france/maturite-documentaire-financiere-155-mesures.html>
**Bouclier numérique**

La sécurité, la transparence et la résilience des données publiques.

<https://www.delta-sierra.com/france/bouclier-numerique-france.html>
**Dossiers de preuve**

Les sources, analyses et documents de référence par réforme.

<https://www.delta-sierra.com/france/dossiers-preuve-reformes.html>
**Observatoire**

Les données de référence et les analyses en accès libre.

<https://www.delta-sierra.com/france/observatoire-donnees-reference-155-mesures.html>
**Index A-Z**

Un accès rapide à tous les sujets, notions et ressources.

<https://www.delta-sierra.com/france/index-a-z.html>

UNE CHAÎNE DOCUMENTAIRE COHÉRENTE

DES OUTILS COMPLÉMENTAIRES POUR LE BIEN COMMUN



Plaquette
Donne le cap

L'ESSENTIEL



Compendium
Donne la carte

LE CADRE



Livre
Donne la démonstration

LES PREUVES



Portail
Donne la vérification continue

LE SUIVI

“

La plaquette donne le cap, le compendium donne la carte, le livre donne la démonstration et le portail donne la vérification continue.



Ces outils publics permettent à chacun de vérifier les sources, les indicateurs et l'avancement de l'exécution.

VOLUME 01 • LE DIAGNOSTIC NATIONAL

ÉTAT DES LIEUX — LE DIAGNOSTIC

Une situation devenue structurelle,
documentée et mesurable.

Le Plan de rupture repose sur un diagnostic factuel et sourcé de l'État et de ses opérateurs. Il met en évidence une accumulation de structures, de normes et de dépenses qui limite nos marges de décision et fragilise notre capacité d'action collective.

*“Des faits
pour décider,
une méthode
pour agir.”*

UN DIAGNOSTIC EN CHIFFRES

DES DONNÉES SOLIDES POUR ÉCLAIRER LES CHOIX

155
mesures
analysées
et qualifiées

12
catégories
de leviers
de réforme

7
dossiers
thématiques
prioritaires

~ 2 500
pages sourcées
rapports, études
et données officielles

1 153
organismes publics
nationaux
périmètre de référence
(rapport Sénat n° 807)

DETTE PUBLIQUE NOMINALE

UN ORDRE DE GRANDEUR QUI A CHANGÉ D'ÉCHELLE

En milliards d'euros



LES GRANDS ÉQUILIBRES

DES TENDANCES DURABLES

Dettes publiques
3 536,1 Md€
117,5 % du PIB
(T1 2026)

Déficit public 2025
5,1 %
du PIB

Charge d'intérêts 2026
58,0 Md€
en hausse continue

**Volume du droit
en vigueur**
**46 millions
de mots**
fin 2024

Sources : Insee (dette T1 2026, comptes 2025), Agence France Trésor, Sénat – rapport n° 807, Secrétariat général du Gouvernement.

“

Le problème est systémique : l'enjeu n'est pas seulement de réduire un poste de dépense, mais de restaurer des marges de décision sans dégrader les missions essentielles.

UNE CHAÎNE SYSTÉMIQUE

DES EFFETS EN CHAÎNE QUI SE RENFORCENT

Dépense

Des dépenses
structurellement élevées

Déficit

Un déficit récurrent
qui s'installe

Dettes

Une dette qui s'accroît
depuis deux décennies

Intérêts

Une charge croissante
qui réduit les marges

Marges de décision

Des marges contraintes
pour l'avenir



Ce n'est pas un slogan, mais un diagnostic documenté.

La version publique renvoie aux sources et au portail de preuve pour permettre à chacun de vérifier les données et les analyses.

*“Comprendre lucidement
pour agir utilement.”*

VOLUMES 01-02 • LE CHANTIER INSTITUTIONNEL

RÉDUIRE LES STRATES SANS RÉDUIRE LE CONTRÔLE

Des institutions plus simples, plus lisibles,
plus efficaces, au service de l'action publique.

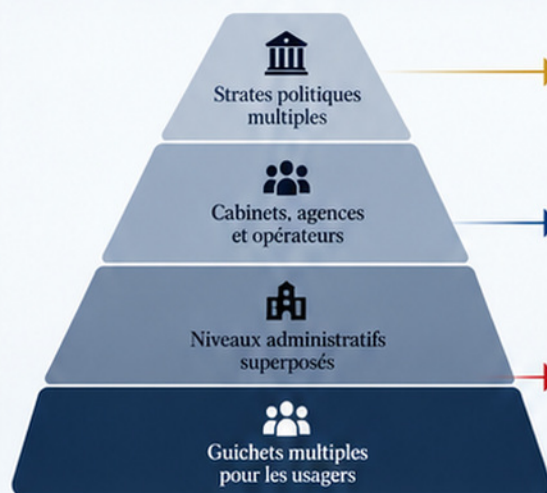
Les volumes institutionnels combinent réduction du nombre de strates politiques, rationalisation des cabinets, transparence et réorganisation des échelons administratifs. Ils traitent explicitement la transition des agents, la continuité des missions et le véhicule juridique, afin de simplifier l'État sans affaiblir le contrôle démocratique.

*“Des institutions
plus simples
pour une action plus
proche et plus juste.”*

D'UNE ARCHITECTURE COMPLEXE...

... À UN ÉTAT PLUS LISIBLE

LE CHANTIER EN CHIFFRES



NOS AXES DE RÉFORME

DES MESURES CONCRÈTES, DES EFFETS DURABLES

CONDITIONS DE RÉUSSITE

1 RÉDUIRE LES STRATES POLITIQUES

- Scénarios de réduction du nombre de structures et rationalisation des périmètres.
- Encadrement et transparence du fonctionnement des cabinets.
- Une représentation plus lisible et plus responsable, sans perte de contrôle démocratique.

2 RÉORGANISER L'ADMINISTRATION

- Clarification des échelons et des compétences entre l'État et les collectivités.
- Regroupement et mutualisation des agences et opérateurs.
- Simplification des guichets, digitalisation utile, maintien d'un accès physique.

3 NETTOYER LE NORMATIF ET SIMPLIFIER L'EXÉCUTION

- Revue systématique des normes et suppression de celles qui n'apportent pas de valeur ajoutée.
- Procédures simplifiées et délais réduits pour les décisions et les autorisations.
- Des règles plus claires, stables et compréhensibles, pour libérer l'action sur le terrain.

- Continuité des missions**
Aucun service essentiel ne doit être fragilisé.
- Transition des agents**
Accompagnement, formation et parcours de mobilité.
- Véhicule juridique**
Des textes clairs et sécurisés pour mettre en œuvre.
- Pilotage public**
Un suivi interministériel et parlementaire exigeant.
- Indicateurs de qualité de service**
Délai, taux de recours, accès, qualité de réponse, charge transférée aux collectivités.

“

GARDE-FOUS

Délai de traitement, taux de recours, accès physique, qualité de réponse et charge transférée aux collectivités doivent être mesurés en même temps que le coût.



DIAGNOSTIQUER
DES FAITS ÉTABLIS



SIMPLIFIER
DES SOLUTIONS CRÉDIBLES



AGIR
UNE MISE EN ŒUVRE RIGOREUSE

PLAN DE RUPTURE

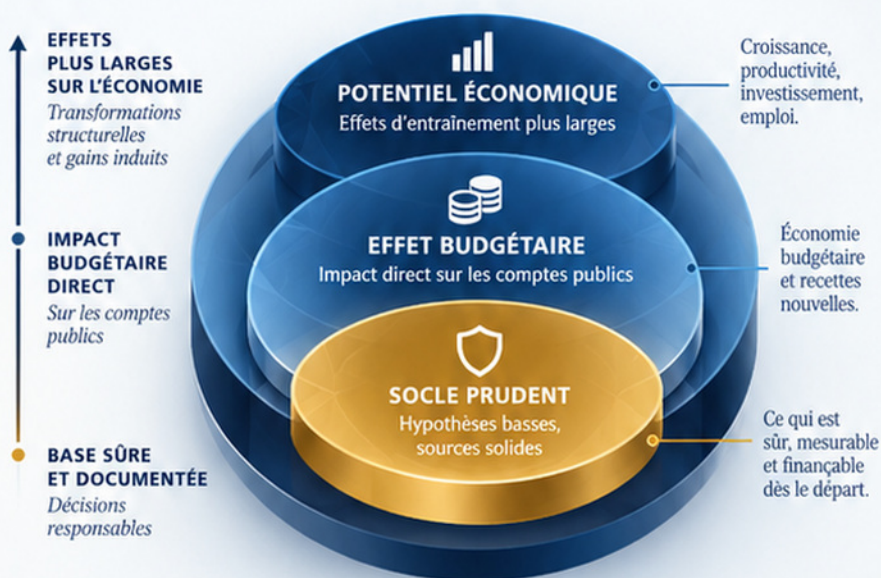
MODE D'EMPLOI —
MÉTHODE & EXÉCUTION

Le Plan distingue la prudence, l'effet budgétaire et le potentiel économique, et organise leur mise en œuvre dans le temps, par étapes et avec des preuves.

“Des méthodes sérieuses pour des résultats durables.”

TROIS NIVEAUX QUI NE S'ADDITIONNENT PAS

Des périmètres complémentaires, aux finalités différentes, pour éclairer la décision sans surévaluer les gains.



DES REPÈRES COMMUNS POUR UNE LECTURE CLAIRE



Nature de l'effet

EB économie budgétaire • RN recette nouvelle • GE gain d'entreprise publique • GM gain ménages/entreprises • GP productivité • IN investissement.



Niveau de preuve

A source officielle directe • B calcul du Plan reproductible • C ordre de grandeur à expertiser.



Anti-double-compte

Une même économie ne peut pas être comptée deux fois entre dossiers, catégories ou dispositifs. Les coûts de transition sont séparés.

UN CALENDRIER D'EXÉCUTION EN TROIS TEMPS

PASSER DU DIAGNOSTIC AUX RÉSULTATS



100 jours

Installer la capacité d'action

Loi-cadre, gouvernance, inventaires, pilotes, méthode commune.



2 ans

Transformer les structures

Fusions, réintégrations, mobilité, déploiements et premier bilan public.



5 ans

Mesurer le régime de croisière

Effets nets, qualité, délais, recours, audit et bilan de mandat.

UNE CHAÎNE D'EXÉCUTION RIGOUREUSE

DE LA DONNÉE AU RÉSULTAT



Baseline

Mesurer la situation initiale et fiabiliser les données.



Acte

Décider et cadrer (juridique, budgétaire, organisationnel).



Déploiement

Mettre en œuvre, accompagner, lever les blocages.



KPI

Suivre les indicateurs, piloter par les résultats.



Audit

Évaluer, publier, ajuster si nécessaire.

“

Une méthode claire, des preuves solides, un calendrier réaliste : c'est la condition d'une action publique crédible et efficace.

“De la méthode naît la confiance, de l'exécution naissent les résultats.”